

26 oct 2007 -11:38

Allocution du Premier Ministre

ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE, M. GUY VERHOFSTADT,
À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE L'EXPOSITION
« C'EST NOTRE HISTOIRE »

BRUXELLES, LE 25 OCTOBRE 2007.

ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE, M. GUY VERHOFSTADT, À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE L'EXPOSITION « C'EST NOTRE HISTOIRE » BRUXELLES, LE 25 OCTOBRE 2007.

ALLOCUTION DU PREMIER MINISTRE, M. GUY VERHOFSTADT, À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE L'EXPOSITION « C'EST NOTRE HISTOIRE » BRUXELLES, LE 25 OCTOBRE 2007. Madame la présidente, Madame la commissaire, Mesdames et messieurs, Les articles parus dans les journaux conséquemment au Sommet européen de Lisbonne étaient remarquables. A les lire, les 27 Chefs d'Etat et de Gouvernement ne se sont guère souciés que de deux points : le nombre de sièges du Parlement européen et Ioannina. Même s'il y avait quelques points moins importants, la grande nouvelle demeurait l'accord dégagé quant à ces deux pommes de discorde. Il a été décidé de maintenir le nombre de parlementaires à 750, et ce, sans prendre en compte le siège qu'occupe le président. Et de reprendre Ioannina dans une déclaration. La procédure permettant de modifier cette déclaration a été insérée dans un protocole. Une véritable prouesse institutionnelle, jetant de l'ombre sur les compromis belges historiques. Mesdames et Messieurs, Je pense que de par le monde, quelque 50 personnes comprennent l'enjeu du présent accord. En sus de quelques journalistes, s'évertuant à éclaircir ce dernier à leurs téléspectateurs ou auditeurs. Le fossé nous séparant du citoyen, ainsi le désigne-t-on. Le traité de réforme avalisé jeudi passé à Lisbonne constitue néanmoins une avancée immense. En effet, ce dernier garantit le fonctionnement efficace et démocratique de l'Union européenne, composée de 27 membres, et, qui sait, d'un plus grand nombre à terme. Ce traité, aussi illisible soit-il, nous rapproche graduellement, à l'instar des traités précédents, du vieux rêve de parvenir à une Europe unie, pacifique et prospère. Et ce rêve n'est pas l'apanage des seuls Chefs d'Etat et de Gouvernement. Non, ce vieux rêve, tous les Européens le caressent. Ce rêve est d'ailleurs loin d'être vague ou intellectuel. Ce rêve découle d'une nécessité. Un rêve bâtit sur les gravats de deux guerres mondiales. En effet, aucun continent n'a été le théâtre de tant de guerre que l'Europe. D'aucuns considéraient la guerre comme une sorte de passe-temps. La guerre, elle faisait tout simplement partie de la politique internationale. Les gens, les citoyens, les soldats, eux se sont rebellés contre cette situation. Contre l'inanité de la Première Guerre mondiale. Cette guerre qui a vu périr des centaines de milliers de soldats pour quelques mètres de territoire. Ils se sont insurgés contre la barbarie de la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle des millions de personnes ont été décimées en raison de leur origine. La civilisation humaine au fond de l'abîme. Quel Européen hésitait encore ? Qui ne voulait pas échanger cette horreur contre la prospérité, la paix et la démocratie ? C'est cette prise de conscience générale, ce profond désir animant chaque citoyen qui a engagé la voie vers une Europe unifiée. Et c'est la détermination de tous ces citoyens qui a fait de l'Europe le projet politique le plus abouti de l'histoire. Le succès européen est, en outre, contagieux. Quantité de gens ont risqué leur vie en son nom. Les habitants de Berlin-Est qui usèrent de tous les moyens pour franchir ce mur d'injustice. Des milliers de Hongrois en 1956. Les Tchèques en 1968. Il fallut sortir les chars d'assaut pour les arrêter. Le rêve européen, cette solution alternative démocratique, a justifié, dans les années septante, la révolte des Portugais, des Espagnols et des Grecs. Ce même rêve a provoqué la chute du Mur de Berlin. Et, en abattant ce mur, il a levé l'obstacle barrant la route vers une véritable Europe unifiée. Nous pouvons donc, à juste titre, parler de la Révolution européenne. La révolution contre la guerre et pour la paix, contre la

dictature et pour la démocratie, contre la pauvreté, l'inégalité et la destruction et pour la prospérité et la solidarité. Il s'agit d'une révolution lente. Mais non moins radicale. Aujourd'hui, soixante ans après les deux guerres destructrices, la coopération européenne est ancrée au plus profond. Nous avons un marché uniifié, la libre circulation des personnes, une monnaie commune, un tronc commun en matière d'enseignement. Nous avons Schengen, Europol, Eurojust, un parlement, une commission et même une armée qui s'attelle à instaurer la paix au-delà de nos frontières. Mais le problème classique de toute révolution menace, aujourd'hui aussi, l'Europe. Je veux dire qu'une fois que la révolution est passée, les gens en oublient jusqu'à la raison de sa nécessité. On risque d'oublier que l'Union européenne est l'unique réponse aux dangers du nationalisme, de la pauvreté et de la guerre. On risque d'oublier que seule une Europe renforcée pourra affronter les défis qui se présentent à nous. On risque d'oublier que seule la poursuite de l'approfondissement et de l'élargissement de l'Union nous permettra d'éviter que l'on s'embourbe à nouveau dans le marécage duquel il fut tellement difficile de se dégager. C'est précisément ce que nous ne pouvons oublier. Cette prise de conscience auprès de larges franges de notre population mais aussi auprès des dirigeants politiques a toujours été le moteur de l'unification européenne. Et sans cette prise de conscience, nous ne pouvons maintenir le moteur en action. Et nous ne pouvons donc plus progresser. C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs, l'histoire est importante. C'est pourquoi, il est nécessaire de nous rafraîchir de temps à autre la mémoire. Et c'est justement pourquoi une exposition telle que celle-ci est l'initiative idéale, au moment idéal. Car, comme le dit le titre, l'histoire de l'Europe, c'est l'histoire de chacun d'entre nous. L'Europe, c'est notre histoire. L'Europe, c'est notre avenir. Je vous remercie.